



OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN TURQUIE : LES TENTATIONS AUTORITAIRES D'ERDOGAN AFFAIBLISSENT-ELLES L'AKP ?

LE POINT DE VUE DE DIDIER BILLION, DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

1er juin 2015

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN TURQUIE : LES TENTATIONS AUTORITAIRES D'ERDOGAN AFFAIBLISSENT-ELLES L'AKP ?

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

Le 7 juin prochain auront lieu les élections législatives en Turquie. Pour la première fois depuis treize ans, le Parti de la justice et du développement (AKP) voit sa majorité absolue être menacée. Quels sont les enjeux de ce scrutin ? Les tentations autoritaires de M. Erdogan ont-elles provoqué la désaffection de ses partisans ?

La réalité est un peu plus compliquée. Ce qui est fort probable, c'est que le Parti de la Justice et du développement (AKP) voit son score faiblir par rapport aux précédents scrutins législatifs. Il faut néanmoins rappeler que ce parti a gagné trois élections législatives successives et qu'il a systématiquement remporté depuis treize ans tous les scrutins référendaires, municipaux et présidentiels auxquels il s'est présenté. Aux avant-dernières élections législatives, l'AKP rassemblait près de 47% des suffrages exprimés et aux dernières législatives, il en obtenait près de 50. Aujourd'hui, les sondages - qu'il faut manier avec précaution - donnent une fourchette avoisinant les 40%. Il y a donc incontestablement un fléchissement. Pour autant, il ne faut selon moi pas considérer trop rapidement qu'il en est terminé du règne et de l'hégémonie de l'AKP mais plutôt chercher à expliquer cet affaiblissement.

Tout d'abord, un parti qui est au pouvoir depuis treize ans connaît mécaniquement un phénomène d'usure. Cela est valable pour la Turquie mais également pour n'importe quel autre pays. Ensuite, la Turquie connaît des résultats économiques moins spectaculaires qu'il y a quatre ou huit ans. On se rappelle qu'au début de la décennie, les taux de croissance annuels du pays atteignaient 8 à 9%, ils ne sont plus aujourd'hui que de 2 à 3%. Par conséquent, le processus de redistribution qui avait permis à l'AKP de se constituer une solide base sociale et électorale a perdu en intensité. Cela étant rappelé, la situation ne peut être décrite schématiquement en noir et blanc puisque le taux de croissance du pays est

toujours en progression et que l'AKP n'a pas perdu toute sa base électorale. Enfin, troisième raison, on observe depuis plusieurs années un glissement autoritaire, voire des dérapages inquiétants, de la part de l'exécutif, et notamment de celui qui fut Premier ministre pendant plus de dix ans et qui est désormais président de la République. Les manquements répétés aux droits démocratiques les plus élémentaires ont découragé ou ont éloigné une partie de l'électorat de l'AKP.

Il y a donc combinaison de multiples raisons qui permettent de comprendre cette probable réduction de la base électorale de l'AKP. Pour autant, il restera le premier parti dans la compétition électorale. Le principal enjeu de ces élections semble être l'obsession de M. Erdogan de pouvoir instaurer un régime présidentiel en Turquie. Pour ce faire, un changement constitutionnel ou une nouvelle Constitution sera nécessaire, et s'il ne peut choisir la voie du référendum, il faudra alors opter pour un vote parlementaire. Cependant, dans cette hypothèse, une modification de la Constitution nécessite d'obtenir un vote des deux tiers des députés. Cet objectif paraît à ce jour effectivement difficile à atteindre.

Samedi 30 mai, les célébrations de la conquête de Constantinople par les Ottomans ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de partisans de l'AKP. M. Erdogan a profité de ces célébrations pour donner une allure de meeting électoral à ce rassemblement. Quelles valeurs l'AKP souhaite-il mettre en avant avec ces évènements ?

Il faut souligner deux choses. Tout d'abord, la volonté de faire coïncider les deux dates est évidente puisque la prise de Constantinople est fêtée le 29 mai, date de sa conquête par les Ottomans en 1453. Or, pour la première fois, un petit changement de date d'une journée a eu lieu, puisqu'un meeting électoral de l'AKP était prévu le 30 mai. Il y a donc clairement une manœuvre tendant à faire coïncider la commémoration d'une victoire historique avec un meeting électoral de l'AKP. Par ailleurs, le contenu même du discours d'Erdogan lors de ce meeting visait effectivement à rapprocher cette conquête de la ville de la victoire que l'AKP ne manquera pas, selon lui, de remporter dimanche prochain. Cela entre aussi en écho avec la volonté de l'AKP, depuis plusieurs années, de tenter de replacer les mesures édictées par sa politique dans un contexte de réappropriation du passé ottoman de la Turquie

républicaine. Ça n'est pas une manœuvre, c'est une ligne politique. Cela traduit la volonté de relativiser l'importance de la période républicaine pour se réappropriier le passé de l'époque impériale. Conjonctuellement, dans le cadre de cette campagne, l'occasion était rêvée pour Erdogan de faire coïncider les échéances électorales et une date très importante de l'histoire de la Turquie. C'est cette référence, désormais régulière, à la période ottomane, considérée comme le glorieux passé du pays, qui a été une nouvelle fois instrumentalisée par le président de la République.

Le climat liberticide qui s'est installé depuis quelques années en Turquie inquiète l'Union européenne (UE). Certains qualifient même ces élections de « test démocratique » pour la Turquie. A l'heure où les négociations d'adhésion avec l'Union européenne marquent le pas, ces élections peuvent-elles changer les relations entre la Turquie et l'UE ?

Il est incontestable qu'un climat liberticide règne en Turquie. La façon même dont la campagne électorale est menée traduit cette situation. Le président de la République devrait normalement se situer au-dessus des partis politiques, à l'inverse il ne cesse de sillonner et de quadriller le pays depuis maintenant plusieurs semaines dans une série de meetings en faveur de l'AKP et en stigmatisant ses adversaires. En cela, il y a un véritable problème d'utilisation de la fonction présidentielle. Ensuite, il y a un cadre plus général de restrictions des libertés démocratiques élémentaires, individuelles et collectives. C'est un environnement politique assez préoccupant, d'autant, qu'à mon sens, l'État de droit en Turquie est depuis trois à quatre ans très menacé. On ne circonscrit ainsi plus très bien en Turquie la séparation des trois pouvoirs, ce qui constitue pourtant un des fondements d'une démocratie.

Evidemment, l'UE est bien fondée à dire que ces élections constituent un test, comme d'ailleurs chaque rendez-vous électoral. Il me semble que l'UE a raison de s'inquiéter des évolutions de ce climat liberticide en Turquie. Pourtant, cela ne devrait pas avoir d'incidences sur le cours des négociations entre la Turquie et l'UE, puisque ce dernier est malheureusement au point mort depuis maintenant plusieurs années. Il y a bien eu un

espoir, il y a deux ans, de relance des pourparlers d'adhésion, mais sans guère de succès avéré. Depuis lors, seul le minimum vital est réalisé pour éviter d'annoncer purement et simplement la rupture des négociations. Quel que soit le résultat des élections dimanche prochain, il faut tout faire pour relancer un réel processus de négociations entre les deux parties. En effet, la décomposition des relations entre la Turquie et l'UE a justement permis à Erdogan de prendre un certain nombre de mesures liberticides. Il faut se persuader que plus l'UE fera pression sur la Turquie, plus elle réduira les dangereuses évolutions en ce sens. D'ailleurs, une partie des démocrates en Turquie demande qu'indépendamment du glissement liberticide qui existe, l'UE poursuive un dialogue exigeant avec la Turquie pour empêcher qu'Erdogan ait toute latitude et totale marge de manœuvre pour poursuivre sa dérive. Il me semble que l'Union européenne serait bien fondée à écouter attentivement ces démocrates et à suivre leur demande. ■

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN TURQUIE : LES TENTATIONS AUTORITAIRES D'ERDOGAN AFFAIBLISSENT-ELLES L'AKP ?

LE POINT DE VUE DE

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE / 16 DÉCEMBRE 2014

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org